

Politique de sécurité

Liberté, Cohésion et Innovation – par amour de la Suisse

La sécurité fait partie des conditions de base pour garantir la liberté, la prospérité des individus ainsi qu'un État fonctionnel. L'armée est l'un des instruments important et indispensable de la politique de sécurité suisse et de la défense du pays. Nous avons besoin d'une armée de milice forte, qui assume sa tâche constitutionnelle et qui renforce la cohésion nationale. C'est la raison pour laquelle elle a besoin de missions claires, accompagnées de moyens financiers suffisants pour sa mise en œuvre.

1. Défis externes

- › Les crises régionales et les déstabilisations
- › Le terrorisme international et les formes de menaces hybrides
- › La prolifération d'armes de destruction massive
- › Un approvisionnement sûr, durable et compétitif des ressources
- › Les cyberattaques contre l'administration et l'économie
- › La propagation des pandémies et des épidémies

2. Liberté, Cohésion et Innovation

Liberté : la garantie de la sécurité et de la liberté du pays fait partie des tâches clés de notre État fédéral. L'armée forme la réserve de la politique de sécurité du pays. C'est pourquoi, elle doit pouvoir être utilisée de manière multifonctionnelle. Il doit y avoir un équilibre entre les prestations exigées et les ressources en personnel et financières mises à disposition. Les missions constitutionnelles de l'armée sont la défense du pays, le soutien aux autorités civiles et la promotion de la paix.

Cohésion : l'obligation de servir est fortement ancrée dans les institutions politiques helvétiques. Le service militaire permet à chaque citoyen de s'engager pour le bien commun et d'endosser le monopole du pouvoir militaire au sein de l'Etat. A ce titre, l'armée de milice renforce l'essentielle mixité sociale et régionale, assure le lien fort entre l'armée et la société civile et garantit le contrôle démocratique des citoyens sur l'armée.

Innovation : la Suisse a besoin d'une armée de milice moderne. Un recentrage et une adaptation des priorités pour tenir compte des menaces futures est nécessaire. L'armée doit disposer de suffisamment de ressources humaines et matérielles car les engagements d'appui en faveur de la population civile sont très exigeants, notamment dans la durée et l'intensité de l'engagement. L'armée doit compter au minimum 100'000 hommes, la mécanisation ainsi que l'équipement technique doivent être développés et les moyens de repousser des attaques terroristes et cybernétiques doivent être améliorés. La protection de données sensibles doit également être renforcée au moyen d'outils modernes afin de lutter contre toute ingérence sur sol helvétique (NSA, Snowden, espionnage). Une industrie d'armement nationale forte et compétitive est indispensable pour la défense et la crédibilité de notre pays.

Nous voulons un pays sûr : nous avons besoin d'avions de combats modernes et d'une défense sol-air (DSA) pour assurer la protection du ciel de manière efficace et durable. Contrairement à d'autres éléments

de l'armée, l'avion de combat est employé en période de paix dans le cadre de la police aérienne. Les avions de combats protègent le trafic aérien et garantissent la sécurité lors de conférences internationales sur territoire suisse. De plus, c'est dans l'espace aérien de la Suisse que l'on comptabilise la plus forte densité de trafic de toute l'Europe. Pour la surveillance de celui-ci, c'est à tous moments de la journée, par tous les temps et dans chaque situation que nous avons besoin d'avions de combat et d'une DSA efficace.

La Suisse n'est pas une île : les crises ainsi que la prévention des conflits exigent une collaboration internationale dont les bases existent déjà mais qui doivent être poursuivies et développées. L'isolement n'est pas une solution. La collaboration internationale reste un instrument important de la politique extérieure de sécurité. La neutralité exclut que la Suisse devienne membre d'une alliance militaire.

La liberté n'est pas garantie : la paix n'est jamais garantie. Le monde est dynamique, les conflits se multiplient et les risques militaires deviennent de plus en plus complexes. Entre les Etats, le droit international public a tendance à être remplacé de plus en plus par l'anarchie et le droit du plus fort. Aujourd'hui déjà, des attaques par Internet – des cybers attaques – et des actes terroristes menacent nos infrastructures de transport et d'énergie. Une grande réactivité de l'armée face à des menaces prévues mais également lors d'évènements imprévus doit être envisagée et anticipée, ce qui, au final, est la raison d'être de notre armée.

3. Nos exigences

Obligation de servir/ Milice :

- › L'obligation de servir doit être maintenue. Cependant, les modèles de services militaires doivent être examinés afin de prendre plus en considération les conditions cadres dans la formation, l'économie et la société.
- › L'armée suisse est fondamentalement une armée de milice ; les catégories actuelles (miliciens, militaires en services long et militaires de carrière) doivent être maintenues.
- › L'effectif réglementaire de l'armée de milice doit au moins comprendre 100'000 hommes.

Financement stable et suffisant de l'armée

- › Pour le financement de l'armée, c.à.d. charges d'exploitation et investissements, 5 milliards de francs par an sont à disposition.

Police aérienne

- › Pour la protection de l'espace aérien et le service de police aérienne, une force aérienne moderne garantie par l'acquisition de nouveaux avions de combats et par le maintien d'une défense sol-air sont indispensables.

Industrie d'armement

- › Une base industrielle domestique performante pour l'équipement militaire et le maintien du Know How sont à garantir.
- › Les places de travail et le savoir-faire sont à maintenir.
- › Les délais d'appel de matériel d'armements doivent être réduits et rendus plus efficaces.

Cyber Defence

- › Pour garantir la cyber souveraineté, une répartition claire des compétences est indispensable au niveau fédéral.
- › L'armée doit être capable de protéger et défendre le cyberspace. Des moyens, des compétences (expertise, savoir et expérience) ainsi que des capacités (experts) doivent dès lors être intégrés à

l'armée. Il est nécessaire de créer un cyber-commando, composé de militaires de milice et de carrière, qui puisse apporter un soutien subsidiaire au SRC et aux autorités civiles en toute situation.

4. Succès du PLR. Les Libéraux-Radicaux

- › L'adoption du DEVA par le parlement.
- › La mise en œuvre d'une armée basée sur un système de milice et la participation des cantons.
- › La participation du parlement dans les questions d'organisation de l'armée.
- › Une nouvelle orientation vers une armée moderne et les nouvelles formes de menaces.